

L'ANTIFASCISME ET LES FRONTS POPULAIRES EN YOUGOSLAVIE. LE CHEMIN VERS LE POUVOIR, 1935-1945

[Ivica Mladenović](#), [Stefan Gužvica](#)

La Découverte | « [Mouvements](#) »

2020/4 n° 104 | pages 58 à 68

ISSN 1291-6412

ISBN 9782348065439

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2020-4-page-58.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'antifascisme et les fronts populaires en Yougoslavie.

Le chemin vers le pouvoir, 1935-1945

PAR IVICA
MLADENović*
ET STEFAN
GUŽVICA**

Le parcours antifasciste du Parti communiste de Yougoslavie a été une importante source d'inspiration pour la gauche mondiale dans la seconde moitié du XX^e siècle. Pour l'essentiel de la gauche non stalinienne, la tactique du Front populaire est une forme « défensive » et « opportuniste » de collaboration des ouvrier·ères et des paysan·es avec la bourgeoisie, qui a produit un fiasco en France et en Espagne. Pourtant, le Front populaire a connu de multiples incarnations divergentes. En Yougoslavie, cette stratégie d'alliance a permis au parti communiste dirigé par Josip Broz Tito de jouer un rôle de premier plan au sein de la coalition avec la bourgeoisie, assurant le contrôle du mouvement antifasciste et l'orientant vers une politique anticapitaliste révolutionnaire. Cette réussite repose en partie sur un contexte spécifique à la Yougoslavie ; elle montre néanmoins les perspectives qu'ouvre une orientation offensive de la stratégie de Front populaire.

Le parcours antifasciste du Parti communiste de Yougoslavie (KPJ) a été une importante source d'inspiration pour la gauche mondiale dans la seconde moitié du XX^e siècle. Bien qu'issues du Komintern (3^e Internationale communiste) et des besoins de la politique étrangère soviétique, les tactiques du Front populaire à la yougoslave ont attiré l'attention y compris de celles et ceux qui ne regardaient pas favorablement l'URSS, ou plus largement le communisme, comme le FLN algérien ou l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Cela s'applique également à toutes les organisations européennes liées aux traditions théoriques ayant renoncé au stalinisme, comme le trotskysme ou le communisme de gauche, et qui rejettent le Front populaire comme une politique de compromis de classe. Selon elles, le Front populaire est une forme de collaboration des ouvrier·ères et des paysan·es avec la bourgeoisie qui a

* Chercheur à l'Institut de Philosophie et de Théorie Sociale, Université de Belgrade.

** Doctorant à la Graduate School for East and Southeast European Studies, Université de Regensburg.

produit un fiasco en France et en Espagne, où le mouvement communiste se serait comporté de manière « défensive » et « opportuniste ».

Or, le cas du KPJ illustre le fait que le Front populaire a connu en réalité de multiples incarnations divergentes en tant que programme politique – c'est pourquoi nous en parlons au pluriel. Contrairement donc aux fronts populaires en Espagne et en France, le KPJ s'est imposé et a joué un rôle de premier plan au sein de la coalition avec la bourgeoisie, assurant le contrôle du mouvement antifasciste et l'orientant vers une politique anticapitaliste révolutionnaire. L'option mise en œuvre par Josip Broz Tito montre les perspectives qu'ouvre une orientation offensive du Front populaire, et ce qu'elles doivent à des problèmes spécifiques à la situation yougoslave, auxquels les partis communistes de France et d'Espagne n'ont pas dû faire face.

Bien que l'approche de Tito ait suscité des méfiances au sein du Komintern, Tito s'affiche alors à l'avant-garde de la nouvelle politique de l'Internationale après le pacte Molotov-Ribbentrop de l'été 1939. Il soutient la condamnation symétrique de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne en tant que puissances impérialistes opposées, ainsi que la définition de la Seconde Guerre mondiale comme Seconde Guerre impérialiste. En outre, il justifie la théorie de la nature perfide et contre-révolutionnaire de la bourgeoisie en Yougoslavie en reprenant la vieille idée de Lénine qui prévoyait de transformer la guerre impérialiste en une guerre de classes¹. C'est cette stratégie singulière de Front populaire yougoslave qui sera l'un des principaux facteurs du conflit de Tito et Staline en 1948, et de l'expulsion de la Yougoslavie du Kominform (qui succède au Komintern en 1947).

● Communisme yougoslave et Yougoslavie dans l'entre-deux-guerres

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes fut créé sur les ruines de la monarchie austro-hongroise à la fin de la Première Guerre mondiale sous le règne de la dynastie serbe des Karadorđević. L'enthousiasme initial pour l'unité des trois peuples slaves du Sud s'est rapidement dissipé après que les élites politiques croates et slovènes ont réalisé que la dynastie serbe et les élites politiques de Belgrade étaient dominantes. En outre, l'État comptait un grand nombre de minorités non slaves, telles que les Allemand·es, les Hongrois·es et les Albanais·es, ainsi que des Slaves qui n'étaient pas tous satisfait·es de l'assignation obligatoire à l'un des trois peuples constituant l'État. Les conflits politiques des années 1920 ont conduit l'État au bord de la dislocation et, en 1929, le

Tito justifie la théorie de la nature perfide et contre-révolutionnaire de la bourgeoisie en Yougoslavie en reprenant la vieille idée de Lénine qui prévoyait de transformer la guerre impérialiste en une guerre de classes.

1. S. GUŽVICA, *Before Tito : The Communist Party of Yugoslavia during the Great Purge*, Tallinn, Tallinn University Press, 2020, p. 177-178.

roi Aleksandar Karadorđević instaura une dictature et rebaptisa l'État le Royaume de Yougoslavie, afin de tenter d'imposer l'unité nationale par le haut. Après l'assassinat du roi à Marseille en 1934, la dictature commença à perdre de sa force et l'opposition, animée par les élites croates et serbes de Croatie – insatisfaites de leur position dans le pays –, en devint plus forte. En 1939, l'opposition et le gouvernement monarchiste parvinrent finalement à un accord sur la création d'un État croate autonome en Yougoslavie, mais cela ne résolvait pas le problème des autres peuples de l'État, ni celui de l'organisation de l'État, puisque la plupart des partis d'opposition prônaient le fédéralisme. La Yougoslavie s'est ainsi dissoute en moins de deux semaines en avril 1941, lorsqu'elle a été attaquée par les forces de l'Axe.

Le Parti communiste de Yougoslavie, fondé en 1919, a été l'un des premiers partisans de l'idée de l'unité yougoslave, comme en atteste l'utilisation du nom « Yougoslavie » par le parti depuis sa création. Après être devenu le troisième parti le plus puissant du pays lors des élections de 1920, le gouvernement royal l'a interdit et a fait fuir ses dirigeant·es dans la clandestinité ou à l'étranger. Pendant la période de clandestinité, le KPJ, sous l'influence du Komintern, a peu à peu cessé de soutenir l'idée de la Yougoslavie, la considérant de plus en plus comme l'idée de la bourgeoisie serbe au pouvoir. Au lieu de l'unité yougoslave, le KPJ s'est tourné vers les anciennes idées marxistes de création d'une fédération des Balkans. Pendant la « troisième période » du Komintern (1928-1934), le KPJ a prôné la destruction complète de la Yougoslavie afin de créer une fédération révolutionnaire dans les Balkans. En 1934 et 1935, cependant, un revirement complet a eu lieu et le KPJ, conformément aux dispositions de la politique du Front populaire, a repris sa lutte pour la préservation de l'unité yougoslave, ce qui est resté la ligne du parti jusque vers la fin des années 1980.

● La crise du KPJ comme crise de la politique du Front populaire

La politique du Front populaire, officiellement adoptée lors du septième congrès du Komintern en août 1935, a été l'un des tournants les plus importants du mouvement communiste international tout au long de

l'existence de la 3^e Internationale communiste. Étroitement liée à un principe de « sécurité collective » en Europe et introduite dès 1933 après l'arrivée au pouvoir de Adolf Hitler, cette politique vise à construire une coalition antifasciste entre l'URSS et les pays capitalistes opposés aux nazi·es,

principalement la France. En ce qui concerne les partis communistes européens, la stratégie du Front populaire consiste à nouer des accords tactiques, non seulement avec les socialistes réformistes et les sociaux-démocrates, mais aussi avec les partis antifascistes bourgeois. C'est cette

Pour de nombreux partis de la gauche radicale, le Front populaire continue d'être une option taboue.

coopération avec les partis et les États bourgeois qui est perçue comme un changement radical. « Lénine ne permettrait jamais qu'une telle idée puisse diluer le sang révolutionnaire », résume Jonathan Haslam². De fait, de nombreux membres du mouvement communiste critiquent vivement ce choix. Il est immédiatement rejeté par Léon Trotsky comme étant le fruit de l'opportunisme et du patriotisme³. Cette position domine toujours au sein du trotskisme comme dans d'autres traditions politiques issues de l'opposition de gauche au sein du parti bolchevique et du Komintern⁴. Pour de nombreux partis de la gauche radicale, le Front populaire continue d'être une option taboue.

Pendant, l'expérience du KPJ nous montre l'existence d'un type alternatif de Front populaire, conçu avant tout comme un moyen de prise de pouvoir par le parti communiste. Le principal concepteur de la politique du Front populaire dans le KPJ est Milan Gorkić, leader de facto du parti de 1932 jusqu'à son arrestation et exécution en 1937, durant les Grandes Purgés. Dans le mouvement communiste international, il est en quelque sorte à l'avant-garde du Front populaire, car, dès 1933, il a initié un processus d'ouverture du KPJ vers les organisations ouvrières non communistes⁵ puis un processus de coopération avec l'opposition bourgeoise. Mais sa vision du Front populaire fait l'objet de critiques sévères au sommet du parti yougoslave. Ses anciens proches collaborateurs accusent le chef du parti et surtout sa vision du Front populaire d'opérer un virage à droite. Selon eux, s'allier électoralement inconditionnellement aux partis bourgeois relève d'une « politique de docilité » qui rendra le KPJ invisible et le noiera dans l'opposition bourgeoise au régime monarchique.

Malgré cela, le Komintern argue que l'attaque contre Gorkić viole les principes du centralisme démocratique, et il réunit les délégués des deux camps au sein du parti yougoslave lors d'une conférence à Moscou, en août et septembre 1933. La politique de Gorkić est confirmée comme étant conforme à la réalité et le soutien électoral à la bourgeoisie à tout prix devient une nécessité. En effet, la coopération avec l'opposition unie correspond peu ou prou à la situation dans laquelle les partis communistes français et espagnol s'engagent à la même époque au sein de leurs Fronts populaires respectifs⁶. La confiance du Komintern envers Gorkić est néanmoins de courte durée. En août 1937, dans le contexte des grandes purges stalinienne en URSS, le NKVD (la police secrète d'URSS) le qualifie d'espion, l'arrête à Moscou et l'exécute quelques mois plus tard. Ce revirement est justifié en partie par la façon dont il a mis en œuvre la politique du Front populaire.

● Le Front populaire de Josip Broz Tito

L'arrestation de Gorkić remet en question l'ensemble du parti : si le secrétaire général est un espion de la police, n'importe qui peut aussi être un traître. De plus, son arrestation est vue comme une condamnation de sa politique de Front populaire, qui n'est plus considérée comme légitime par le Komintern. Dans cette nouvelle situation, plusieurs candidats

2. J. HASLAM, *The Soviet Union and the Struggle for Collective Security in Europe, 1933-39*, London Basingstoke, Palgrave MacMillan, 1984, p. 56.

3. L. TROTSKY, "On the Seventh Congress of the Komintern", September 1935, *Marxists Internet Archive*, https://frama.link/dkaHwVF_ (accédé 12. juin 2020).

4. Pour un bon aperçu des critiques trotskystes du Front populaire, voir Duncan Hallas, *The Comintern*, Chicago, Haymarket Books, 2008, p. 144-165.

5. Voir G. SWAIN, *Wreckage or Recovery : A Tale of Two Parties, In Search of Revolution : International Communist Parties in the Third Period*, ur. Matthew Worley, London, I.B. Tauris, 2004, p. 129-151.

6. S. GUŽVICA, *Before Tito : The Communist Party of Yugoslavia during the Great Purge*, Tallinn, Tallinn University Press, 2020, 56-64.

à la tête du parti se manifestent, notamment parmi les anciens critiques de Gorkić qui tentaient de proposer un Front populaire plus en phase avec les nouvelles positions du Komintern. Mais, en réalité, ces dernières ne sont plus si claires et, en 1938, la stratégie du Front populaire traverse une crise profonde. Ni en France ni en Espagne, les communistes, qui avaient mis un frein aux radicalités militantes de leurs bases, ne parviennent à convaincre les partis bourgeois de leur adhésion au statu quo. De plus, les crises gouvernementales, les grèves ouvrières et, dans le cas de l'Espagne, la perte de plus en plus évidente de la guerre civile, révèlent clairement que la politique du Front populaire est de moins en moins réalisable. Dans ce contexte, le KPJ se demande à quoi doit ressembler le Front populaire pour ne pas répéter la débâcle d'Europe occidentale.

La réponse la plus significative est celle de Josip Broz Tito, placé à la tête du parti par le Komintern après l'arrestation de Gorkić. En février 1938, il écrit à Wilhelm Reinhold Pieck, dirigeant du parti communiste allemand, au sujet des « médiateurs » de l'armée royale yougoslave qui seraient en train de préparer un coup d'État. Il propose une alliance avec l'URSS et avec la France et demande l'aide de la 3^e Internationale pour renverser la monarchie⁷. Une telle mesure paraît d'abord excessive aux yeux du Komintern, puisqu'elle pourrait être interprétée comme un « coup d'État communiste » à un moment où l'Union soviétique lutte pour préserver le *statu quo* géopolitique et créer une alliance antifasciste avec la Grande-Bretagne et la France. En dépit de cela, le contexte évolue rapidement et la promotion par Tito d'une approche plus offensive des communistes semble de plus en plus pertinente pour les dirigeant·es de la Troisième Internationale.

Par ailleurs, la stratégie de Front populaire que Tito met en place dès le printemps 1938 est très différente de celle de Gorkić : plus offensive et plus proche du front uni pratiqué par le Komintern au début des années

1920, avant les alliances avec les partis bourgeois des années 1930. Tout d'abord, il met l'accent sur l'unité avec les socialistes et les sociaux-les-démocrates et refuse les alliances électorales avec l'opposition bourgeoise, insistant sur l'indépendance politique de la classe ouvrière. À la suite de l'interdiction du KPJ par le régime

monarchique, un Parti des travailleurs est ainsi formé, tandis que sept communistes rejoignent la direction composée de quinze membres de la nouvelle Union des travailleurs de Yougoslavie, rassemblant ainsi l'ensemble des syndicats sous le contrôle des communistes⁸.

Cependant, Tito ne rejette pas entièrement l'alliance avec la bourgeoisie, position qui aurait probablement été considérée par le Komintern comme une trahison trotskyste de la politique du Front populaire – ce qui est d'ailleurs reproché au principal rival de Tito, Petko Miletić, partisan

7. J. BROZ TITO, *Sabrana djela*, tom 4, éd. Pero Damjanović, Beograd, Komunist, 1981, p. 26-27.

8. G. SWAIN, *op.cit.*, p. 23.

Tito donne ainsi des directives pour la fondation de cellules illégales au sein d'organisations légales, non communistes et souvent bourgeoises.

d'une stratégie de « classe contre classe ». Tito donne ainsi des directives pour la fondation de cellules illégales au sein d'organisations légales, non communistes et souvent bourgeoises, telles que des partis d'opposition, des associations de femmes, de jeunes, de sport, ou encore des syndicats réformistes. Les communistes appartenant à ces organisations, quelle que soit leur position dans la hiérarchie, sont responsables devant le Comité central du KPJ – non encore reconnu officiellement – et sont contraints d'obéir à la discipline de parti. Par exemple, Božidar Adžija, le leader du Parti populaire des travailleurs constitué avec les socialistes et les sociaux-les-démocrates, n'est qu'un membre régulier du KPJ et agit conformément aux directives du Comité central. Avant le déclenchement de la Seconde guerre mondiale, le Front populaire de Tito est donc basé sur la participation à des organisations d'union qu'il s'agit de pousser vers la gauche, renforçant ainsi l'influence communiste⁹.

L'une des principales cibles des critiques est sa conception de la question nationale, qui devient étroitement liée à la question de la lutte contre le fascisme.

9. S. GUŽVICA, *op.cit.*, p. 102-103.

● Les « Erreurs gauchistes » de Josip Broz Tito

Cette nouvelle approche de Tito suscite des controverses, d'autant plus qu'il n'est pas encore officiellement confirmé en tant que secrétaire général du parti (le Komintern le nomme officiellement comme tel le 5 janvier 1939). L'une des principales cibles des critiques est sa conception de la question nationale, qui devient étroitement liée à la question de la lutte contre le fascisme. La Yougoslavie est encore un État centraliste, dont les élites politiques extérieures à Belgrade sont mécontentes, en particulier les représentants des Croates et des Serbes en Croatie, qui luttent ensemble pour la fédéralisation de l'État. Cette tension se manifeste dès 1938, lorsque la crise des Sudètes produit une onde de choc internationale – elle était l'un des facteurs qui a définitivement fait tomber le Front populaire en France. La Tchécoslovaquie est considérée non seulement comme une victime de l'agression nazie, mais aussi comme un horizon menaçant l'avenir de la Yougoslavie. Les dirigeant-es du Parti communiste de Croatie (KPH) insistent alors particulièrement sur ce point (la Croatie bénéficie, comme la Slovénie, de la possibilité d'avoir un parti communiste « séparé », afin de s'adapter plus facilement aux spécificités de la politique locale, même si le parti est membre du KPJ et pleinement soumis à son Comité central et à son Politburo).

En effet, il faut garder à l'esprit que le KPJ couvre un territoire extrêmement hétérogène et que la question antifasciste et la construction d'un Front populaire recourent les préoccupations nationales. En décembre 1938, alors que Tito fait pression pour l'indépendance électorale du Parti populaire des travailleurs, ce parti décide de ne pas présenter de liste indépendante aux élections en Croatie mais de soutenir le plus grand

parti, le Parti paysan croate (HSS). Un grand nombre de membres du KPH estiment en effet que le soutien à l'unité territoriale de la Yougoslavie doit être conditionné à la solution de la « question croate » et à la réalisation de « l'autonomie croate ». Iels craignent que, sans le soutien du HSS, la population rejettera l'antifascisme et qu'ainsi, en cas d'invasion allemande, iels se tournent vers l'occupant. La menace devient d'autant plus alarmante lorsque la Tchécoslovaquie voisine est occupée en mars 1939 et qu'un État fantoche est créé en Slovaquie. De son côté, Tito estime que cette position est un compromis avec le nationalisme ethnique croate, et par conséquent aussi une menace pour la politique même du Front populaire : selon lui, l'intégrité territoriale de la Yougoslavie doit être défendue à tout prix contre le fascisme, la solution de problèmes nationaux particuliers étant moins importante que l'unité yougoslave dans la lutte contre le fascisme. Sa vision d'un futur État est ancrée dans le nationalisme politique yougoslave et non dans des identités ethniques particulières. Comme les communistes de Croatie sont très puissant-es en termes d'adhérent-es, le fait de refuser de se présenter avec une liste électorale séparée affaiblit considérablement, selon lui, leur autorité auprès de la population croate¹⁰.

10. I. JELIĆ, *Komunistička partija Hrvatske 1937-1945*, vol. 1, Zagreb, Globus, 1981, p. 225-226.

Cette approche intransigeante fait subitement passer Tito pour gauchiste auprès du Komintern et il est accusé de trotskisme. Pourtant, Tito ne rejette pas toute coopération avec la bourgeoisie, mais il maintient qu'en pareil cas, les communistes doivent conserver une certaine indépendance politique et être en position de dominer la coalition. En réalité, il existe

En réalité, il existe deux stratégies distinctes de Front populaire : l'une, plus défensive, qui a échoué en Espagne et en France, et l'autre, plus offensive, développée par Tito et qui le conduira au pouvoir.

alors deux stratégies distinctes de Front populaire : l'une, plus défensive, qui a échoué en Espagne et en France, et l'autre, plus offensive, développée par Tito et qui le conduira au pouvoir. Dans l'immédiat, Tito est de plus en plus persuadé qu'en cas de guerre, la bourgeoisie se rangera nécessairement du côté des fascistes et que les ouvrier-ères et les paysan-es

seront la seule force sociale véritablement antifasciste. C'est pourquoi il lance le slogan du « gouvernement populaire » et reprend les prises de position qu'il avait avancées auprès de Wilhelm Reinhold Pieck en février 1938 concernant le renversement de la monarchie yougoslave¹¹.

Pour Tito, le Parti communiste doit assurer un rôle de premier plan au sein du Front populaire, car la Seconde Guerre mondiale va nécessairement se transformer en guerre de classes, comme ce fut le cas entre 1914 et 1918. Jusqu'au printemps 1939, le Komintern rejette catégoriquement cette idée, soulignant toujours que les communistes se préparent à une guerre antifasciste et non à une révolution. Cependant, le revirement politique qui suit l'échec des tentatives d'alliance antifasciste avec la Grande-Bretagne et la France amène le Komintern à des positions identiques à celles de Tito.

11. G. SWAIN, Tito : The Formation of a Disloyal Bolshevik, *International Review of Social History* XXXIV, 1989, p. 248-271.

● Front populaire antifasciste (1941-1945)

Les « erreurs gauchistes » de Tito et son approche plus offensive du Front populaire, bien que dérivées de la position du Komintern, manifestent qu'il ne suit pas aveuglément les directives de Staline. En repoussant constamment les frontières en 1938 et 1939, Tito montre clairement qu'il croit pouvoir gérer les affaires de son parti – et de son pays – de manière indépendante et que cela ne représente pas une entrave aux plans géopolitiques de l'URSS.

Mais les relations deviennent plus tendues pendant la guerre. Ainsi, avant même que les Soviétiques n'entrent en guerre le 22 juin 1941, le KPJ appelle de façon sporadique à la résistance antifasciste. En décembre, le jour de l'anniversaire de Staline,

il fonde même la « Première Brigade Proletarienne », dont les combattant-es portent des chapeaux avec l'étoile rouge. Cette brigade représente une unité d'élite de l'Armée Populaire de Libération de la Yougoslavie¹². Le terme de prolétaire devient alors synonyme d'héroïsme victorieux et est attribué à d'autres unités qui

se distinguent au combat. Ce « cadeau » embarrasse néanmoins Staline, et il se sent contraint de souligner que les partisans yougoslaves ne mènent pas une révolution prolétarienne, mais « seulement » une guerre antifasciste. Le Komintern critique à plusieurs reprises les communistes yougoslaves, leur demandant de supprimer le terme prolétarien du nom de l'unité et de stopper les activités similaires susceptibles de servir les intérêts de l'occupant¹³.

Cependant, la position du KPJ se renforce en Yougoslavie. Les forces politiques bourgeoises les plus puissantes, celles qui ne collaborent pas avec les nazi-es, défendent principalement l'idée de ne pas résister à l'occupant-e. Cette idée est fondée sur la conviction que l'issue de la guerre dépend des grandes puissances, c'est-à-dire que les petits pays doivent rester à l'écart et éviter les pertes « inutiles ». En outre, elles refusent toute coopération avec les communistes, comme le résume de manière lapidaire Vlatko Maček, le leader historique du Parti paysan croate : « rien avec les communistes ». Dans la mesure où la culture politique spécifique des Balkans est fortement marquée par la pratique des luttes de libération contre les différents occupants impérialistes depuis des siècles¹⁴, un tel comportement des partis bourgeois ouvre un vaste espace libre aux communistes pour qu'ils deviennent la force dirigeante du front antifasciste.

Le KPJ assure ainsi la mobilisation des paysan-es et des travailleur-ses à travers toute la Yougoslavie en prônant leur libération nationale et sociale. Tandis que les forces nationalistes bourgeoises sont sujettes à la collaboration ou à la passivité, les communistes, de leur côté, poursuivent

La culture politique spécifique des Balkans est fortement marquée par la pratique des luttes de libération contre les différents occupants impérialistes depuis des siècles.

12. Koča Popović, ancien étudiant de la Sorbonne à Paris, volontaire de la guerre civile espagnole, critique de cinéma pour le magazine *Paris-Soir* et l'un des leaders du mouvement surréaliste yougoslave dans le monde de la littérature, occupe la tête de cette brigade. Après la guerre, de 1953 à 1965, il est ministre des Affaires étrangères de la Yougoslavie.

13. M. VUKOVIĆ, *Prva proleterska brigada*, Narodna knjiga-ISI, Beograd-Titograd, 1981.

14. T. KULJIĆ, *Tito : Sociološkoistorijska studija*, Beograd, IPS, 1998.

une lutte antifasciste sans compromis. Celle-ci s'inscrit dans un projet d'émancipation qui vise « la fraternité et l'unité » entre tous les peuples yougoslaves, et leur pleine égalité sociale et nationale dans la nouvelle Yougoslavie – contre tout exclusivisme nationaliste, qu'il relève du séparatisme des élites des petits peuples yougoslaves ou de l'unitarisme de l'élite serbe, et contre les actes de persécution et les crimes perpétrés pour des raisons ethniques. Dans cette perspective, le front antifasciste dirigé par Tito perpétue la vieille culture de libération des Balkans tout en la subvertissant : le mot « partisan » devient le nom d'un-e combattant-e, homme ou femme, ne renvoyant plus à une ethnie mais à une appartenance de classe, et généralement orientée vers l'identité yougoslave.

Les dirigeant-es et les membres du KPJ s'engagent dans la résistance contre l'occupant-e avec la conscience que la « deuxième étape » de la révolution, c'est-à-dire la révolution sociale, aura bientôt lieu et qu'il faut se préparer pour ce jour. Une telle conviction est manifeste à la lecture des directives du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie et du Bureau central suprême des partisans yougoslaves. Toute la stratégie et la tactique des partisan-es à l'égard des forces bourgeoises s'inscrivent dans le cadre de cet objectif. Or, cette approche est ouvertement critiquée par le Komintern en mars 1942 comme un sectarisme inacceptable et un gauchisme, qui favoriserait non seulement la contre-révolution mais aussi les envahisseurs étrangers en affaiblissant la stratégie de Front populaire. Tito rétorque que les communistes yougoslaves œuvrent pour un Front populaire antifasciste large. Il souligne que, tandis que les brigades prolétariennes se battent pour la liberté du peuple yougoslave, les « admirateurs britanniques », voire les tchetniks (d'abord armée de libération, puis de collaboration, liée à la monarchie), se révèlent être des collaborateur-rices : iels sont attaqué-es par des communistes non parce qu'iels ne sont pas communistes mais en tant que serviteur-ses de l'occupant¹⁵.

Cependant, l'orientation manifeste de l'antifascisme du KPJ vers la deuxième phase de la révolution – une perspective de classe inséparable de la résistance à l'occupant – n'implique pas un rejet de la stratégie du Front populaire. Malgré des glissements « gauchistes » isolés dans certaines parties du pays, le KPJ considère que son rôle de leader du front uni ne

peut pas être exercé sans une plus large plate-forme de lutte de libération nationale ancrée dans une nouvelle forme de patriotisme : un patriotisme qui ne soit pas serbe, croate, slovène ou bosniaque, mais yougoslave. Ce patriotisme dépasse les divisions politiques,

confessionnelles et ethniques des peuples yougoslaves. En ce sens, les communistes sont ouvert-es à la coopération avec tou-ttes les patriotes yougoslaves prêt-es à lutter contre les occupants, quelles que soient leurs

15. Cf. B. PETRANOVIĆ, *Revolucija i kontrarevolucija u Jugoslaviji 1941-1945*, Rad, Beograd, p. 56.

Ce patriotisme dépasse les divisions politiques, confessionnelles et ethniques des peuples yougoslaves.

appartenances particulières, à condition de ne pas remettre en cause la domination organisationnelle et idéologique du KPJ.

● Que reste-t-il de l'antifascisme yougoslave ?

Les communistes yougoslaves dirigé-es par Tito, bien que vivement critiqué-es par Staline et le Komintern, ont utilisé une stratégie « offensive » pour asseoir la domination du KPJ au sein du Front populaire de 1941-1945, neutralisant les forces bourgeoises et ouvrant ainsi la voie au pouvoir après la libération de la Yougoslavie. Cette politique était basée sur l'expérience du mouvement communiste avant la guerre, sur la tradition balkanique de libération du peuple contre les occupations, ainsi que sur une foi imperturbable dans la victoire contre l'occupant et l'inévitabilité de la deuxième phase de la révolution. Elle a dû son succès en grande partie au fait que les partis bourgeois étaient politiquement assez sclérosés et que, compte tenu des tensions de nature sociale et nationale, le peuple yougoslave était insatisfait de l'ancien système d'État. Appuyé sur une stratégie spécifique, et fort de la légitimité donnée par le peuple durant la guerre – les troupes de l'Armée populaire de libération de Yougoslavie (NOVJ) dirigée par les communistes comptant environ 80 000 combattant-es en 1941, et leurs effectifs passent à 650 000 environ en 1944 –, le KPJ, contrairement aux autres partis communistes d'Europe centrale et orientale sous influence soviétique, se libéra des nazi-es en 1945 et prit le pouvoir en Yougoslavie surtout par ses propres forces. Ce fut la raison pour laquelle, en 1948, Tito put s'opposer avec succès à Staline.

Après la chute du socialisme réellement existant et avec la marginalisation totale des forces de gauche dans l'ensemble de l'ex-Yougoslavie dans les années 1990, l'antifascisme est devenu, au cours des trente dernières années, un symbole vide de sens et lié particulièrement aux élites libérales, qui l'ont réduit au folklore et au pacifisme. La marge de manœuvre pour une telle commémoration de l'antifascisme s'est même rétrécie actuellement, car l'Union européenne, qui appuie fortement les organisations politiques libérales sur l'ensemble balkanique, mène de fait une politique de révision de l'Histoire qui, dans le cadre du discours antitotalitaire, diabolise le communisme et l'assimile au fascisme¹⁶. Dans la mesure où l'antifascisme en Yougoslavie est directement lié au communisme et aux partisan-es yougoslaves, et où les autorités post-yougoslaves sont constituées sur la base d'un anticommunisme hystérique, ce révisionnisme historique généralisé des dernières décennies n'est guère surprenant. De ce point de vue, et comme dans presque tous les pays

Quant à la tradition antifasciste yougoslave, elle se perpétue aujourd'hui uniquement par le biais de petits partis de gauche et d'organisations antifascistes, peu nombreuses et encore moins influentes.

16. Voir la résolution du Parlement européen adoptée par une forte majorité – de l'extrême droite au centre gauche – le 19 septembre : « Importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe », FR-B9-0097/2019.

ex-socialistes, le mode principal d'entrée en politique en ex-Yougoslavie consiste en la réhabilitation, parfois ouverte et parfois cachée, des ancien-nes collaborateur-rices et anticomunistes de la Deuxième guerre mondiale. Quant à la tradition antifasciste yougoslave, elle se perpétue aujourd'hui uniquement par le biais de petits partis de gauche et d'organisations antifascistes, peu nombreuses et encore moins influentes. Ses leçons stratégiques et politiques sont pourtant particulièrement d'actualité. ●